



**PRÉFET  
DE SAÔNE-ET-LOIRE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement de  
Bourgogne-Franche-Comté**

Unité Interdépartementale 39-71  
Antenne de Lons-le-Saunier  
4 rue du Curé Marion  
39000 Lons-le-saunier

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 19/03/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**ESE France**

42 Rue Paul Sabatier  
BP 40329  
71100 Chalon-sur-Saône

Références : CF/MB/2024/L\_128  
Code AIOT : 0025200040

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/03/2024 dans l'établissement ESE France implanté 42 Rue Paul Sabatier 71530 Crissey. L'inspection a été annoncée le 22/02/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La DREAL Bourgogne-Franche Comté a décidé de réaliser, en 2024, une action régionale sur la thématique des équipements sous pression. Celle-ci a été réalisée au cours des mois de mars et avril 2024.

Les inspections réalisées dans le cadre de cette action ont eu pour objectif de vérifier le respect de la réglementation relative aux équipements sous pression et notamment l'application de l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017 relatif au suivi en service des équipements sous pression et des récipients à pression simple.

La présente inspection a été réalisée au titre de cette action régionale. Elle a consisté à contrôler, par sondage, la présence et l'exactitude de la liste des équipements sous pression exploités sur le site, exigée au III de l'article 6 de l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017 et à contrôler sur site quelques équipements.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- ESE France
- 42 Rue Paul Sabatier 71530 Crissey
- Code AIOT : 0025200040
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'activité principale de l'entreprise est la fabrication d'emballages plastiques de grandes tailles (ex : poubelles - conteneurs à déchets) .

**Thèmes de l'inspection :**

- Action régionale 2024
- Équipement sous pression

**2) Constats**

**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Contrôle de la liste des appareils à pression	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6.III	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
3	Analyse du compte rendu d'inspection périodique	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 17	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Vérification des échéances de l'inspection périodique	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 15.I	Sans objet
4	Vérification des échéances de la requalification périodique	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 18.I	Sans objet
5	Analyse du compte rendu de requalification périodique	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 25	Sans objet
6	Contrôle de l'état de l'équipement	Code de l'environnement du 28/12/2016, article R. 557-14-2	Sans objet
7	Contrôle des accessoires de sécurité	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 3.I	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La société ESE France exploite un parc important d'équipements sous pression. Le parc est suivi par le biais d'une liste d'équipements qui n'est toutefois pas à jour car elle ne répond pas aux dispositions réglementaires applicables et comporte des incohérences techniques (cf fiche de constat 1).

Les contrôles par sondage n'ont révélé aucun équipement en situation irrégulière.

6 non-conformités ont été relevées dont 5 concernant le fond et la forme de la liste des équipements sous pression (cf fiche de constat 1) et 1 concernant un compte-rendu d'inspection périodique (cf fiche de constat 2).

L'exploitant transmettra ses éléments de réponses dans un délai d'un mois à compter de la réception de ce rapport.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Contrôle de la liste des appareils à pression

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6.III
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Liste des appareils à pression
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant tient à jour une liste des récipients fixes, des générateurs de vapeur et des tuyauteries soumis aux dispositions du présent arrêté, y compris les équipements ou installations au chômage. Cette liste indique, pour chaque équipement, le type, le régime de surveillance, les dates de réalisation de la dernière et de la prochaine inspection et de la dernière et de la prochaine requalification périodique.  L'exploitant tient cette liste à la disposition des agents chargés de la surveillance des appareils à pression.
<b>Constats :</b> L'exploitant dispose d'une liste informatisée (suivi des esp - hse-enr-00041 2024-03).  <b>Non-conformité :</b> la liste des équipements sous pression (suivi des esp - hse-enr-00041 2024-03) ne répond pas aux dispositions de l'article 6.III de l'arrêté ministériel du 20/11/2017.  <b>Non-conformité :</b> pour les équipements ci-dessous (vérifications par sondage) la liste précise que les pressions de service des équipements sont de 540 b alors qu'elles sont de 360 b. Il y a confusion entre la pression de service et la pression d'épreuve dans la liste pour ces équipements. A noter que les comptes rendus d'inspection périodiques, chacun en date du 25/08/2022, mentionnent les bonnes pressions de service et d'épreuve. - accumulateur HYDAC n°841 0130 – V= 50 l – PS= 360 b de 1998 installé sur le compresseur BAUER, - accumulateur HYDAC n°841 0131 – V= 50 l – PS= 360 b de 1998 installé sur le compresseur BAUER.  <b>Non-conformité :</b> la pression de service de l'équipement 5110/2/73/00 indiquée sur le compte rendu de requalification périodique de l'équipement est 360b alors que celle précisée dans la liste est 240b.

**Non-conformité :** la pression de service de l'équipement 5110/2/41/00 indiquée sur le compte rendu de requalification périodique de l'équipement est 360b alors que celle précisée dans la liste est 240b.

**Non-conformité :** la date de la dernière requalification de la cuve 5110/2/41/00 indiquée dans la liste est 17/03/2021 alors que la date d'émission de l'attestation de requalification de l'APAVE est le 18/03/2021. La date frappée sur l'équipement est le 18/03/2021.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant mettra à jour de manière exhaustive sa liste d'équipements sous pression, en cohérence avec les dispositions réglementaires applicables et les caractéristiques techniques des équipements.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 1 mois

## N° 2 : Vérification des échéances de l'inspection périodique

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 15.I
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Contrôle documentaire – Inspection périodique
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>I. - L'inspection périodique a lieu aussi souvent que nécessaire. Les périodes maximales sont comptées selon le cas à partir de la date de la mise en service ou, de la précédente inspection périodique ou requalification périodique. Elles sont fixées ci-après, sans préjudice de dispositions plus exigeantes fixées par d'autres règlements, en particulier ceux relatifs au plan de modernisation des installations industrielles.</p> <p>La période maximale est fixée au maximum à :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- 1 an pour les bouteilles pour appareils respiratoires utilisées pour la plongée subaquatique ainsi que les récipients mobiles en matériaux autres que métalliques, sauf ceux ayant fait l'objet d'un essai de vieillissement selon un cahier des charges approuvé par le ministre chargé de la sécurité industrielle figurant en annexe 1, auquel cas l'intervalle entre deux inspections périodiques est porté au plus à 4 ans ;</li><li>- 2 ans pour les générateurs de vapeur, les appareils à couvercle amovible à fermeture rapide ;</li></ul> <p>Pour les autres équipements, hormis les tuyauteries, la période maximale entre les inspections périodiques est fixée au maximum à 4 ans. Toutefois, la première inspection périodique suivant la mise en service ou une modification notable d'un équipement est fixée au maximum à 3 ans, excepté pour les équipements qui ont fait l'objet d'un contrôle de mise en service conforme à l'article 11, que ce contrôle soit ou non obligatoire. Le délai maximal de 3 ans est porté à 40 mois pour les équipements dont la déclaration de mise en service a été réalisée avant l'entrée en vigueur du présent arrêté,</p> <p>Si l'état d'un équipement le justifie, l'exploitant réduit les périodes maximales mentionnées ci-dessus.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'Inspection a vérifié si les équipements suivants étaient à jour de leur dernière inspection périodique :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- accumulateur HYDAC n°841 0130 – V= 50 l – PS= 360 b de 1998 installé sur le compresseur BAUER,</li><li>- accumulateur HYDAC n°841 0131 – V= 50 l – PS= 360 b de 1998 installé sur le compresseur BAUER.</li></ul> <p>Les 2 équipements ont bénéficié chacun d'une inspection périodique en date du 25/8/2022. Ils sont à jour pour ce qui concerne leurs dernières inspections périodiques.</p> <p>L'Inspection a également vérifié si l'équipement suivant était à jour de sa dernière inspection périodique :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- accumulateur HYDAC n°18D384164 installé sur la machine KM850C - V= 50 l – PS= 330 b de 2018</li></ul> <p>La dernière visite d'inspection périodique a été réalisée le 25/08/2022 par le prestataire ACE. L'équipement est à jour d'inspection périodique.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 3 : Analyse du compte rendu d'inspection périodique**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 17
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Contrôle documentaire – Inspection périodique
<b>Prescription contrôlée :</b> I. - L'inspection périodique est réalisée : - pour les appareils à couvercle amovible à fermeture rapide, les générateurs de vapeur exploités sans présence humaine permanente, et pour les équipements revêtus intérieurement et/ou extérieurement non mis à nu, par un organisme habilité suivant les dispositions du I. de l'article 34 du présent arrêté ; - pour les autres équipements, sous la responsabilité de l'exploitant, par une personne compétente désignée à cet effet. Cette personne peut être récusée par l'autorité administrative compétente si cette dernière estime qu'elle ne satisfait pas à cette condition. II. - Selon le cas, l'organisme habilité ou la personne compétente établit un compte rendu de l'inspection périodique, daté et signé par la personne ayant réalisé l'inspection périodique, mentionnant les résultats de tous les essais et contrôles qui ont été effectués. III. - Le compte rendu est transmis à l'exploitant. Lorsqu'il comporte une ou plusieurs observations, l'exploitant contresigne le compte rendu. Lorsqu'une altération du niveau de sécurité est mise en évidence, la remise en service de l'équipement est subordonnée au résultat favorable d'un nouveau contrôle, dont la portée peut être limitée aux seules parties concernées par l'altération. L'organisme habilité émet un nouveau compte rendu prenant en compte le résultat favorable du nouveau contrôle. Lorsque l'altération est traitée au moyen d'une intervention, le contrôle après l'intervention a valeur d'inspection périodique.
<b>Constats :</b> L'Inspection a contrôlé les comptes-rendus d'inspection périodiques des équipements suivants : - 1) accumulateur HYDAC n°841 0130 installé sur le compresseur BAUER – V= 50 l – PS= 360 b de 1998 - 2) accumulateur HYDAC n°841 0131 installé sur le compresseur BAUER – V= 50 l – PS= 360 b de 1998 - 3) accumulateur HYDAC n°18D384164 installé sur la machine KM850C - V= 50 l – PS= 330 b de 2018  Pour les équipements susvisés, les 3 comptes rendus, tous en date du 25/08/2022, ont été réalisés par le prestataire ACE. Ils mentionnent les contrôles réalisés et conclus sur le maintien en service des équipements. Ils sont datés et indiquent le nom de la personne ayant réalisé les contrôles.  <b>Non-conformité :</b> les rapports d'inspections périodiques ne sont pas signés par la personne ayant réalisé les visites d'inspections périodiques.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

#### N° 4 : Vérification des échéances de la requalification périodique

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 18.I
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Contrôle documentaire – Requalification périodique
<b>Prescription contrôlée :</b> I. - L'échéance maximale des requalifications périodiques est fixée à partir de la date de mise en service ou de la dernière requalification périodique :  <ul style="list-style-type: none"><li>- deux ans pour les bouteilles pour appareils respiratoires utilisées pour la plongée subaquatique ainsi que pour les récipients mobiles en matériaux autres que métalliques ;</li><li>- trois ans pour les récipients ou tuyauteries contenant les fluides suivants lorsque ceux-ci ne peuvent être exempts d'impuretés corrosives : fluor, fluorure de bore, fluorure d'hydrogène, trichlorure de bore, chlorure d'hydrogène, bromure d'hydrogène, dioxyde d'azote, chlorure de carbonyle (ou phosgène), sulfure d'hydrogène ;</li><li>- six ans pour les récipients ou tuyauteries contenant un fluide toxique (toxicité aiguë par voie orale : catégories 1 et 2, toxicité aiguë par voie cutanée : catégories 1 et 2, toxicité aiguë par inhalation : catégories 1, 2 et 3, ou toxicité spécifique pour certains organes cibles - exposition unique : catégorie 1), ou un fluide corrosif vis-à-vis des parois de l'équipement sous pression ;</li><li>- six ans pour les récipients mobiles en matériaux autres que métalliques ayant fait l'objet d'essais de contrôle du vieillissement lors de leur fabrication selon un cahier des charges approuvé par le ministre chargé de la sécurité industrielle en annexe 1 ;</li><li>- six ans pour les bouteilles de plongée dont l'inspection périodique a été effectuée au moins annuellement ou avant leur utilisation quand la visite a été réalisée depuis plus d'un an, dans les conditions définies par la dernière version du cahier des charges relatif à l'inspection périodique des bouteilles métalliques utilisées pour la plongée subaquatique visé en annexe 1 du présent arrêté ministériel ;</li><li>- dix ans pour les autres récipients ou tuyauteries ainsi que pour les générateurs de vapeur.</li></ul> Pour les extincteurs soumis à une pression maximale admissible de plus de 30 bar, la requalification périodique est réalisée à l'occasion du premier rechargement effectué plus de six ans après la requalification précédente, sans que le délai entre deux requalifications périodiques ne puisse excéder dix ans. Les autres extincteurs ne sont pas soumis à requalification périodique.
<b>Constats :</b> La liste consultée (cf fiche n°1) précise les points suivants :  <ul style="list-style-type: none"><li>- Les 2 accumulateurs installés sur le compresseur BAUER ont fait l'objet d'opérations de requalifications périodiques à la date du 26/07/2021.</li><li>- Les 52 accumulateurs installés sur la presse KM 5400 ont fait l'objet d'opérations de requalifications périodiques à la date du 17/03/2021.</li><li>- Les 5 accumulateurs installés sur la presse HUSKY 1350 ont été mis en service le 07/06/2022, ils n'ont pas encore subi de requalification périodique.</li><li>- Les 8 accumulateurs installés sur la presse STORK 900A ont été mis en service le 14/06/2022, ils n'ont pas encore subi d'opérations de requalification périodique.</li><li>- Les 8 accumulateurs installés sur la presse STORK 900B ont été mis en service le 24/06/2022, ils n'ont pas encore subi d'opérations de requalification périodique.</li></ul>

- Les 8 accumulateurs installés sur la presse KM850C ont été mis en service en 2018, ils n'ont pas encore subi d'opérations de requalification périodique.

Sur contrôle de la liste des équipements, aucun accumulateur n'est en retard de requalification périodique.

L'exploitant a transmis par courriel du 22/03/2024 les comptes rendus de requalification des équipements suivants :

- 1) accumulateur HYDAC n°34031 installé sur la presse KM5400 – V= 180 l – PS= 350 b de 2000
- 2) accumulateur HYDAC n°34030 installé sur la presse KM5400 – V= 180 l – PS= 350 b de 2000
- 3) accumulateur HYDAC n°34029 installé sur la presse KM5400 – V= 180 l – PS= 350 b de 2000
- 4) accumulateur HYDAC n°34028 installé sur la presse KM5400 – V= 180 l – PS= 350 b de 2000
- 5) accumulateur HYDAC n°5110/2/73/00 installé sur la presse KM5400 – V= 50 l – PS= 240 b de 2000

Les requalifications ont été prononcées en 2021.

Les équipements contrôlés sont à jour de requalification périodiques.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 5 : Analyse du compte rendu de requalification périodique**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 25
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Contrôle documentaire – Requalification périodique
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>I.-L'organisme habilité émet une attestation permettant d'identifier le (ou les) équipement (s) concerné (s), datée et signée par l'expert assumant la responsabilité de la requalification périodique. La date retenue est celle de la dernière opération de la requalification périodique. Sont joints à cette attestation le compte rendu détaillé des opérations de contrôle effectuées en application des articles 20 à 22 et, pour une tuyauterie, les documents nécessaires à son identification.</p> <p>II.-Cette attestation est transmise à l'exploitant ou au responsable de l'établissement auquel la responsabilité des opérations a été confiée. Lorsque le destinataire est le responsable de l'établissement, celui-ci transmet à son tour l'attestation à l'exploitant.</p> <p>III.-Lorsqu'une non-conformité entraînant une altération du niveau de sécurité est mise en évidence, l'attestation le mentionne et la transmission prévue au II est effectuée sous pli recommandé avec avis de réception. L'organisme habilité en rend compte à l'autorité administrative compétente en charge des appareils à pression prévue à l'article R. 557-1-2, dans un délai maximal de cinq jours ouvrés.</p> <p>La remise en service de l'équipement est subordonnée au résultat favorable d'un nouveau contrôle, dont la portée peut être limitée aux seules parties concernées par l'altération. Lorsque l'altération est traitée au moyen d'une intervention, le contrôle après l'intervention a valeur d'inspection de requalification périodique.</p> <p>L'organisme habilité émet une nouvelle attestation prenant en compte le résultat favorable du nouveau contrôle.</p> <p>IV.-Il est interdit :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>-d'exploiter un équipement soumis au régime de la requalification périodique s'il ne dispose pas d'une attestation valide ou le cas échéant du marquage correspondant ;</li><li>-dans le cas mentionné au III, de remettre en service ou de détenir un tel équipement si sa mise hors service n'a pas été matérialisée.</li></ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>En lien avec les informations de la la fiche de constat n°4, l'exploitant a transmis par courriel du 22/03/2024 les comptes rendus de requalification des équipements suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- 1) accumulateur HYDAC n°34031 installé sur la presse KM5400 – V= 180 l – PS= 350 b de 2000</li><li>- 2) accumulateur HYDAC n°34030 installé sur la presse KM5400 – V= 180 l – PS= 350 b de 2000</li><li>- 3) accumulateur HYDAC n°34029 installé sur la presse KM5400 – V= 180 l – PS= 350 b de 2000</li><li>- 4) accumulateur HYDAC n°34028 installé sur la presse KM5400 – V= 180 l – PS= 350 b de 2000</li><li>- 5) accumulateur HYDAC n°5110/2/73/00 installé sur la presse KM5400 – V= 50 l – PS= 240 b de 2000</li><li>- 6) accumulateur HYDAC n°5110/2/41/00 installé sur la presse KM5400 – V= 50 l – PS= 240 b de 2000</li></ul> <p>Les opérations de requalifications ont réalisées par un organisme habilité (APAVE) en 2021.</p> <p>Les comptes-rendus sont conclusifs et mentionnent les références des équipements, les conclusions des opérations effectuées, le nom de l'expert en charge des opérations, et sont signés électroniquement.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 6 : Contrôle de l'état de l'équipement**

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 28/12/2016, article R. 557-14-2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Contrôle visuel des équipements
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] Les équipements sont maintenus constamment en bon état et vérifiés aussi souvent que nécessaire. [...]
<b>Constats :</b> Les équipements suivants ont été visualisés lors de la visite de terrain : <ul style="list-style-type: none"><li>- accumulateur n°8410130 installé sur le compresseur BAUER – PS =360b – V= 50 l,</li><li>- accumulateur n°8410131 installé sur le compresseur BAUER – PS =360b – V= 50 l.</li><li>- accumulateur 5110/2/41/00 installé sur la presse KM/5400.</li></ul> Les 3 équipements ne sont pas calorifugés et aucune dégradation ou déformation n'est apparente.  Les marquages des dates des requalifications (26/07/2021) des accumulateurs n°8410130 et n°8410131 sont cohérents avec les dates de la liste de des équipements sous pression.  Le marquage de la date d'épreuve hydraulique de la cuve 5110/2/41/00 est le 18/05/2021. Cette date correspond également à la date de l'attestation de requalification périodique réalisée par l'APAVE.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 7 : Contrôle des accessoires de sécurité**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 3.I
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Adéquation des accessoires de sécurité
<b>Prescription contrôlée :</b> I. - Lorsque dans des conditions raisonnablement prévisibles, les limites admissibles de pression prévues, à la fabrication, pour un ou plusieurs des équipements assemblés entre eux risquent d'être dépassées, ces derniers sont équipés d'un accessoire de sécurité qui est obligatoirement réglé au maximum à la pression maximale admissible (PS) complété si nécessaire par un dispositif de contrôle. A l'occasion du fonctionnement des accessoires de sécurité, un dépassement de courte durée de la pression maximale admissible, lorsque cela est approprié, est admis. La surpression momentanée est limitée à 10 % de la pression maximale admissible.
<b>Constats :</b> Les accumulateurs contrôlés installés sur le compresseur BAUEUR ( 8410130 et 8410131) et sur la presse KM5400 (5110/2/41/00) ne disposent pas d'accessoires de sécurité visibles et connectés directement aux équipements.  Les soupapes sont installées sur le compresseur et sur la presse, mais n'ont pu être visualisés.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

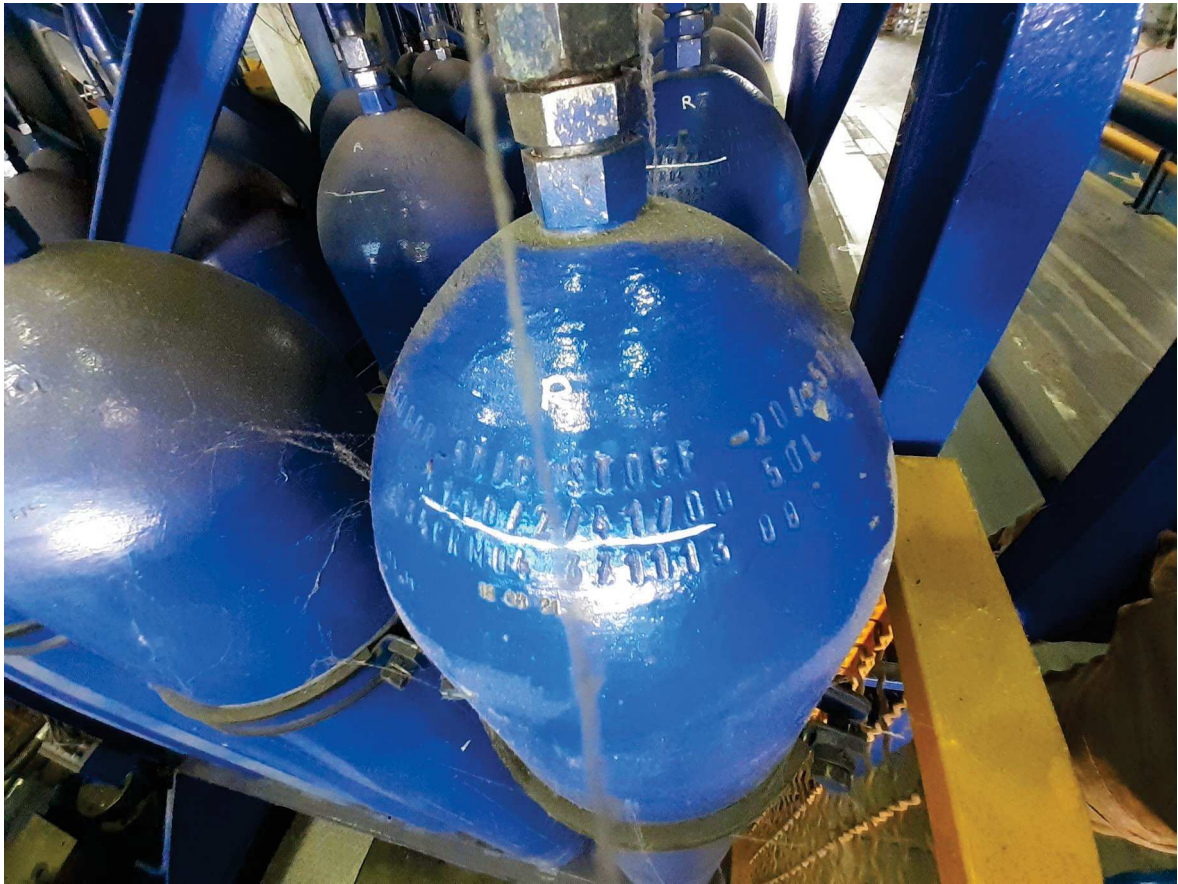
ANNEXE planche photos  
Visite d'inspection du 19/03/2024  
Site : ESE FRANCE - CRISSEY



1/ Presse KM5400

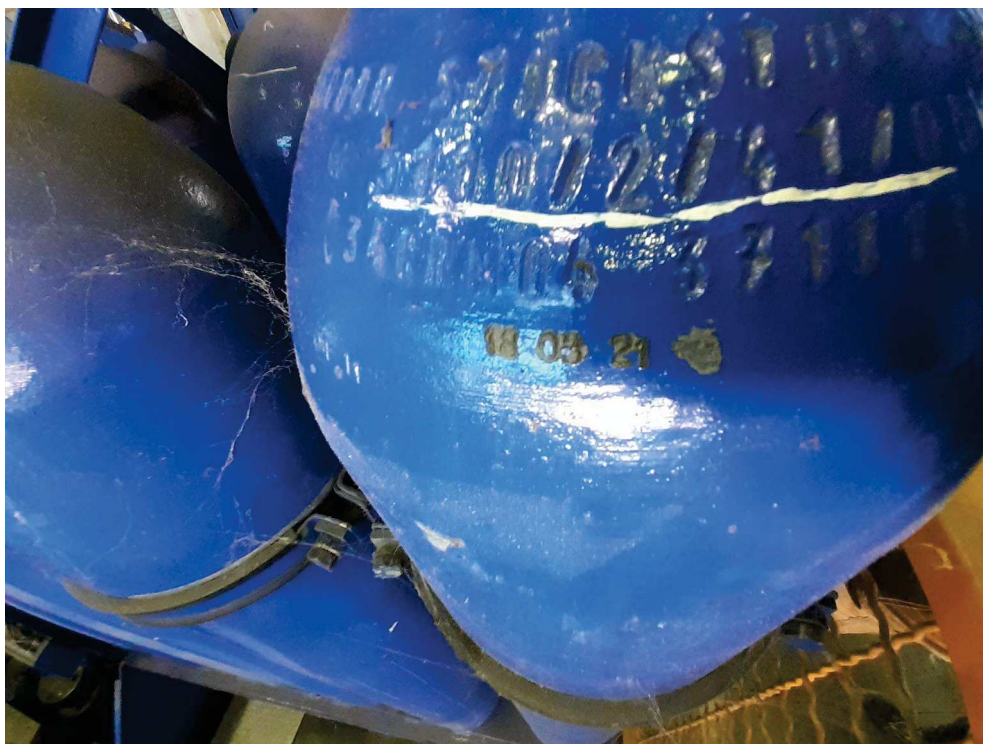


2/ batterie d'accumulateurs de la presse KM5400



3/

accumulateur 5110/2/41/00



4/

accumulateur 5110/2/41/00 – marquage dernière épreuve hydraulique



accumulateurs sur machine BAUER



6/ accumulateur 8410131 – marquage dernière épreuve hydraulique 26/07/21